

# BRÈVES SECTORIELLES États-Unis

Une publication du SER des États-Unis  
N°2025-41 du 12 décembre 2025

## Sommaire

### Commerce et sanctions

Brèves

### Climat – énergie – environnement

1. Le Département de l'Energie publie les études du National Petroleum Council sur la modernisation de l'infrastructure énergétique américaine
2. Le Département de l'Intérieur a mené avec succès la première des ventes aux enchères de baux pétroliers et gaziers demandées par le One Big Beautiful Bill Act

### Transport et infrastructure

3. Le Département des Transports revoit les normes de consommation de carburant pour les voitures particulières et les camions légers

### Industrie

Brèves

### Distribution et divertissement

Brèves

### Agriculture et industrie agroalimentaire

4. Le président Trump a annoncé un plan de renflouement de 12Md\$ pour les agriculteurs

### Numérique et innovation

Brèves

### Santé

5. Le Royaume-Uni annonce de premières mesures de mise en œuvre de l'accord pharmaceutique avec les Etats-Unis
6. Le Département américain de la Santé (HHS) publie sa stratégie IA

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

# Séminaire au SER !

Notre équipe a organisé son séminaire interne les 4 et 5 décembre 2025. Nous avons travaillé sur certains des thèmes les plus significatifs, notamment pour vous proposer des brèves de qualité, semaine après semaine. Parmi ces thèmes : le rapport Draghi et ses impacts un an plus tard ; l'intelligence artificielle bien sûr ; les terres rares et minéraux critiques ; les relations sino-américaines. Notre équipe en profite pour saluer l'ensemble de ses lecteurs !



## Commerce et sanctions

### Brèves

- A compter du 1er janvier 2027, l'administration imposera un droit additionnel de 10 % sur les importations en provenance du Nicaragua, après avoir conclu dans le cadre d'une enquête 301 que les présumées violations des droits de l'homme dans le pays « restreignent le commerce avec les États-Unis ». Les biens échangés dans le cadre de l'Accord de libre-échange République dominicaine-Amérique centrale seront toutefois exemptés. Ces droits de douane entreront en vigueur

progressivement sur deux ans, avec une augmentation à 15 % au début de 2028, et s'ajouteront au droit « réciproque » de 18 % visant le Nicaragua.

- Le 10 décembre s'est tenu à Washington le [10<sup>e</sup> Senior Economic Dialogue](#) entre la Corée et les Etats-Unis, lors duquel ils ont réaffirmé leurs engagements bilatéraux d'août et d'octobre et discuté de coopération sur le commerce, la sécurité économique, les chaînes d'approvisionnement et les technologies critiques.
- Les autorités américaines ont [démantelé](#) un réseau de contrebande lié à la Chine qui a illégalement exporté des puces Nvidia H100 et H200, conduisant à deux arrestations et à la saisie de plus de 50 millions de dollars de technologies et d'espèces.
- Le 2 décembre, le département du Trésor a [imposé](#) une amende de 11,5 M \$ à une entité pour violation des sanctions du Trésor visant la Russie.
- Le 3 décembre, le département du Trésor a [sanctionné](#) sept individus et quatre entités pour leur affiliation avec le cartel Tren de Aragua, désignée comme organisation terroriste étrangère (FTO).
- Le 4 décembre, le département du Trésor a [imposé](#) une amende de 7,14 M \$ à une entité pour violation des sanctions du Trésor visant la Russie.
- Le 9 décembre, le département du Trésor a [imposé](#) une amende de 1 M \$ pour violation des sanctions du Trésor visant la Russie.
- Le 9 décembre, le département du Trésor a [sanctionné](#) quatre individus et quatre entités pour leur implication dans la guerre civile au Soudan en recrutant et déployant des mercenaires.
- Le 11 décembre, le département du Trésor a [sanctionné](#) quatre individus, six sociétés de transport maritime et six navires pour leur implication dans le secteur pétrolier vénézuélien et leurs liens avec le régime de Nicolas Maduro.

## Climat – énergie – environnement

1. Le Département de l'Energie publie les études du National Petroleum Council sur la modernisation de l'infrastructure énergétique américaine

Le Département de l'Energie (DoE) a [annoncé](#) le 3 décembre la publication de plusieurs études du National Petroleum Council (NPC) recommandant de moderniser l'infrastructure énergétique américaine et de simplifier les procédures d'autorisation pour accélérer les projets critiques. Le DoE précise que l'étude gaz-électricité propose d'améliorer la coordination entre gaz et électricité, de renforcer la fiabilité du réseau et d'investir dans de nouvelles infrastructures. S'agissant de l'étude sur les autorisations pétrolières et gazières, le DoE précise qu'elle recommande de réformer les processus réglementaires, d'établir des délais prévisibles et de clarifier les permis environnementaux. Le DoE indique enfin que les études soulignent l'urgence d'une action rapide des décideurs, régulateurs et industriels pour garantir la fiabilité, la résilience et la compétitivité du système énergétique américain.

## **2. Le Département de l'Intérieur a mené avec succès la première des ventes aux enchères de baux pétroliers et gaziers demandées par le One Big Beautiful Bill Act**

Le Département de l'Intérieur (DoI) a [annoncé](#) le 10 décembre avoir mené avec succès la vente aux enchères de baux pétroliers et gaziers dans la zone offshore du sud des États-Unis dite « *Lease Sale Big Beautiful Gulf 1* », générant plus de 300 M\$ d'offres gagnantes pour 181 blocs couvrant environ 324 000 km<sup>2</sup>. Le DoI précise que cette vente est la première de celles requises par la loi de réconciliation budgétaire dite « One Big Beautiful Bill Act » et qu'elle s'inscrit dans la stratégie de l'administration Trump visant à renforcer la sécurité énergétique et l'indépendance des États-Unis. Le DoI précise que le taux de redevance réduit à 12,5 % a stimulé la participation de l'industrie, reflétant sa confiance dans le potentiel offshore américain. Les revenus contribueront au financement du Trésor américain, des États côtiers et de plusieurs fonds nationaux.

### **Brèves**

- Le Département de l'Energie (DoE) a [annoncé](#) le 2 décembre la publication d'une décision autorisant les Philippines et Singapour comme destination pour les exportations de certaines technologies nucléaires contrôlées et pour l'assistance nucléaire étrangère, conformément à la Partie 810 du Code of Federal Regulations. Avec ces ajouts, 50 destinations sont désormais jugées éligibles. Le DoE précise que cette décision s'inscrit dans les actions qui visent à promouvoir les exportations nucléaires américaines et le déploiement de technologies avancées de réacteurs nucléaires.

- L'Agence d'information sur l'énergie (EIA) a [publié](#) le 3 décembre un article analysant que depuis fin octobre 2025, les marges venant du raffinage du diesel ont fortement augmenté en raison des pannes de raffineries en Russie et au Moyen-Orient et des nouvelles sanctions de l'Union Européenne contre le pétrole russe, réduisant l'offre mondiale. Cette hausse a été particulièrement marquée dans le bassin Atlantique et a impacté les prix aux États-Unis et en Europe. L'EIA précise également que les attaques ukrainiennes sur les infrastructures russes et les pannes au Koweït et au Nigeria ont accentué la rareté des produits raffinés. La demande internationale élevée pour le diesel et les autres produits pétroliers a ainsi poussé les exportations américaines à des niveaux record.
- Le Département de l'Energie (DoE) a [annoncé](#) le 3 décembre avoir abrogé sa « définition nationale d'un bâtiment zéro émission », supprimant une directive volontaire sur l'efficacité énergétique et les émissions sur site. Le DoE précise que cette décision vise à réduire les coûts et favoriser la liberté de choix pour les promoteurs, investisseurs et propriétaires. Le DoE précise également que la définition, publiée en juin 2024, n'avait aucune force de loi et le DoE ne fournira plus d'assistance technique à ce sujet. Le DoE recommande que les agences étatiques et locales ainsi que les organismes de normalisation cessent également de l'utiliser.
- Le Département d'Etat (DoS) a [annoncé](#) le 4 décembre la signature des Accords de Washington pour la paix et la prospérité entre la République démocratique du Congo (RDC) et la République du Rwanda, ainsi que du [Cadre d'intégration économique régionale](#) (REIF) qui ouvrent des opportunités pour les secteurs privés américains. Le REIF prévoit plusieurs initiatives, notamment concernant les activités minières. Le DoS précise également que plusieurs autres instruments bilatéraux de coopération ont été signés.
- L'Agence d'information sur l'énergie (EIA) a [indiqué](#) le 5 décembre que le 1<sup>er</sup> décembre 2025, le prix moyen de l'essence aux États-Unis est tombé à 2,98 \$/gal, le plus bas depuis février 2021 après ajustement de l'inflation. Cette baisse résulte du recul du prix du pétrole brut, qui influence environ la moitié du prix de détail. Les prix varient selon les régions, allant de 2,55 \$/gal sur la côte du Golfe à 4,03 \$/gal sur la côte ouest.

# Transport et infrastructure

## 3. Le Département des Transports revoit les normes de consommation de carburant pour les voitures particulières et les camions légers

Le secrétaire aux Transports Sean P. Duffy a [dévoilé](#) le 3 décembre, aux côtés du Président Trump au sein du bureau ovale, la nouvelle proposition de l'administration intitulée "[Freedom Means Affordable Cars](#)" visant à réinitialiser les normes de consommation moyenne de carburant (Corporate Average Fuel Economy ou CAFE) fixées par la National Highway Traffic Safety Administration (NHTSA).

Le communiqué indique que « l'administration Biden-Buttigieg a enfreint la loi en établissant des normes qui allaient bien au-delà des exigences imposées par le Congrès – tout cela pour alimenter artificiellement l'approvisionnement en véhicules électriques que les consommateurs américains n'avaient pas demandés ». Selon le communiqué cette proposition devrait permettre à la population américaine d'économiser 109 Mds \$ au cours des cinq prochaines années et d'économiser 1 000 \$ sur le coût moyen d'un véhicule neuf. En aidant davantage d'Américains à acheter des véhicules plus récents et plus sûrs, la NHTSA estime également que plus de 1 500 vies seraient sauvées et que près d'un quart de million de blessures graves seraient évitées d'ici 2050.

La nouvelle proposition, disponible [ici](#), est prévue pour s'appliquer aux voitures particulières et aux camions légers pour les années-modèles 2022-2031. Conformément aux directives du mémorandum du secrétaire Duffy, « [Fixing the CAFE Program](#) », la NHTSA propose d'augmenter la norme de consommation de carburant de 0,5 % par an pour les voitures particulières des années modèles 2023 à 2026, suivies de 0,35 % pour l'année modèle 2027, et de 0,25 % pour l'année modèle 2029 à 2031. Pour les camions légers, la NHTSA propose une augmentation de 0,5 % pour l'année modèle 2023 à 2026, suivie de 0,7 % pour l'année modèle 2027, et de 0,25 % entre l'année modèle 2029 et 2031.

En termes de miles par gallon (mpg), la NHTSA estime que les normes proposées permettraient d'atteindre une consommation moyenne de carburant de flotte de 34,5 mpg d'ici l'année modèle 2031 (NDR : contre 50,4 mpg sous l'ancienne règle). Les normes proposées élimineraient également le programme de trading de crédit CAFE à partir de l'année 2028. De plus, la règle proposée reclasserait les crossovers et les petits SUV en automobiles particulières plutôt que comme camions légers. Une période de

consultation publique de 45 jours est prévue à compter de la publication dans le Federal Register.

## Brèves

- Le secrétaire aux Transports, Sean P. Duffy, a [annoncé](#) le 5 décembre un nouveau programme de dérogation temporaire pour mieux évaluer l'impact de la technologie d'inspection automatisée des voies. Cette dérogation de 5 ans accordée par la Federal Railroad Administration (FRA) permettra d'étendre les tests de la technologie d'inspection automatisée des voies (ATI) sur le terrain, et de collecter des données pour améliorer la sécurité. L'expérimentation vise notamment à identifier comment la technologie ATI peut aider les inspecteurs de sécurité en identifiant des défauts ou des dangers qui pourraient autrement être manqués lors des inspections visuelles de routine.
- Le secrétaire aux Transports, Sean P. Duffy, et l'administrateur fédéral de l'aviation (FAA), Bryan Bedford, ont [annoncé](#) le 4 décembre que Peraton a été retenu comme principal intégrateur pour diriger le projet de modernisation du système de contrôle aérien, doté d'un acompte de 12,5 Mds\$ par la « One Big Beautiful Bill ». Le communiqué précise que Peraton commencera immédiatement à travailler, en partenariat avec la FAA, sur des priorités initiales incluant la transition de l'infrastructure cuivre du système vers la fibre et la mise en place d'un nouveau centre de commandement numérique. Le communiqué indique également que le Département des transports et la FAA continueront à faire avancer d'autres initiatives de modernisation, notamment l'achat de nouveaux systèmes radar et le développement d'installations de nouvelle génération. Plus d'informations dans cette [fact sheet](#).

## Industrie

### Brèves

- Le CEO de T-Mobile [prévient](#) qu'un droit de douane significatif sur les smartphones revendus par l'entreprise (type Apple par exemple) augmenterait automatiquement les prix de ces derniers. Pour l'heure toujours exclue des droits « réciproques » via l'exemption réservée aux « semiconducteurs », l'industrie des smartphones opérerait sur

des marges trop réduites selon lui pour que le surcoût ne soit pas passé dans les prix à la consommation.

- Le 11 décembre 2025, la presse a [annoncé](#) que SpaceX prévoirait une introduction en bourse l'année prochaine, qui pourrait être la plus importante jamais enregistrée dans le monde, avec une valorisation proposée de 1 500 milliards de dollars. Le chiffre d'affaires de l'entreprise devrait se situer entre 22 et 24 Md\$ en 2026, principalement grâce à son unité satellite-internet Starlink, selon les estimations hautes réalisées.

## Distribution et divertissement

### Brèves

- Le 8 décembre 2025, Paramount Skydance a [lancé](#) une contre-offre pour racheter le groupe Warner Bros. Discovery, quelques jours seulement après que Netflix a conclu un accord de 83 Md\$ pour acquérir le conglomérat médiatique. Cette offre inclut plusieurs financeurs dont Jared Kushner, et concerne l'ensemble de la société Warner, y compris CNN et d'autres chaînes câblées qui devaient être séparées en une société distincte dans le cadre de la proposition de Netflix.
- Le 8 décembre 2025, Pepsi a [annoncé](#) avoir conclu un accord avec le fonds d'investissement Elliott Investment Management pour relancer son activité. Cet accord, qui s'inscrit dans la continuité de la prise de participation de 4 Md\$ réalisée par le fonds en septembre, prévoit une diminution globale de dépenses du groupe, dont une réduction des gammes de produits américains de l'ordre de 20%, une baisse de certains produits alimentaires dès 2026, ainsi que des licenciements. En parallèle de l'accord, Pepsi a déclaré s'attendre à une croissance annuelle du chiffre d'affaires comprise entre 2% et 4% en 2026.

## Agriculture et industrie agroalimentaire

4. Le président Trump a annoncé un plan de renflouement de 12Md\$ pour les agriculteurs

Promise depuis plusieurs semaines, Donald Trump a [annoncé](#) une aide de 12Md\$ aux agriculteurs, le 8 décembre, lors d'une table ronde à la Maison Blanche avec la secrétaire à l'Agriculture Rollins, le secrétaire au Trésor Bessent, des membres du Congrès et des représentants du secteur agricole.

Selon le [communiqué](#) de l'USDA, l'aide vise à répondre aux perturbations du commerce international, et plus largement, aux difficultés des producteurs de grandes cultures confrontés à une hausse des coûts de production et des pertes de revenus lors la campagne 2024/2025.

Ce soutien exceptionnel permettra de stabiliser la situation financière des agriculteurs jusqu'à la mise en œuvre des dispositions agricoles du *One Big Beautiful Bill Act* ([OBBA](#)) à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2026. L'ensemble des 12Md\$ sont autorisés au titre du *Commodity Credit Corporation Charter Act* et sera administré par la *Farm Service Agency* (FSA).

Sur les 12Md\$ alloués, 11Md\$ sont consacrés à un programme créé pour l'occasion, le *Farmer Bridge Assistance* (FBA), qui soutiendra les agriculteurs de grandes cultures. Bien que les demandes d'aide initiales provenaient majoritairement des producteurs de soja soumis à un embargo de fait de la Chine, le dispositif couvrira autant les pertes commerciales à l'exportation que les pertes générales d'exploitation. Les premiers paiements du FBA sont attendus pour le 28 février 2026. Le milliard de dollars restant sera réservé aux cultures spécialisées et au sucre, non couverts par le FBA.

La décision est saluée par les milieux agricoles comme une première étape. À l'inverse, la *Specialty Crop Farm Bill Alliance* a [indiqué](#) sa déception que les cultures spécialisées ne soient pas incluses immédiatement dans le dispositif FBA.

L'*American Soybean Association* (ASA) a [exprimé](#) sa reconnaissance envers le président Trump et la secrétaire à l'Agriculture.

L'association considère cette mesure nécessaire pour couvrir la période précédant la prochaine saison. Elle a indiqué vouloir poursuivre le travail avec l'administration et le Congrès afin de développer des mesures durables pour sécuriser le revenu des agriculteurs.

Le président de l'*American Farm Bureau Federation* (AFBF), Zippy Duvall, a [affirmé](#) que l'aide annoncée constituait un soutien essentiel pour de nombreuses exploitations en attendant que les mesures de l'OBBA ne se concrétisent.

Le président du *National Farmers Union* (NFU) a [déclaré](#) que l'aide annoncée est très appréciable. Il souligne toutefois que ces paiements ne sont qu'un soulagement temporaire et que des

réformes structurelles sont nécessaires afin de mieux protéger les agriculteurs et de lutter contre la concentration du secteur. Le syndicat s'engage à travailler avec le Congrès sur un nouveau *Farm Bill* pour 2026.

## Brèves

- L'USDA et le HHS ont [annoncé](#) un financement de 700M\$ dans le cadre de la Regenerative Agriculture Initiative (RAI). Ce financement, réparti entre les programmes [EQIP](#) (400M\$) et [CSP](#) (300M\$), vise à soutenir les agriculteurs dans l'adoption de techniques améliorant la santé des sols et la qualité de l'eau. La RAI simplifie également l'accès aux aides en allégeant les démarches administratives tout en permettant à des acteurs privés de financer ces programmes. Ce dispositif s'inscrit dans la [stratégie Make America Healthy Again](#) (MAHA) et intervient après la [suppression](#) par l'administration Trump II de programmes similaires mis en place sous l'administration Biden.
- Dans le cadre de [l'enquête](#) lancée en octobre 2025 sur le respect par la Chine de l'accord commercial de janvier 2020, l'*American Farm Bureau Federation* (AFBF) appelle l'USTR à privilégier le dialogue avant toute hausse de droits de douane. En effet, selon l'AFBF, de nouvelles mesures tarifaires pourraient entraîner des représailles chinoises pénalisant l'agriculture américaine.

# Numérique et innovation

## Brèves

- Le 1<sup>er</sup> décembre, le *Department of Commerce* a [annoncé](#) la signature d'une lettre d'intention prévoyant jusqu'à 150M\$ d'investissements fédéraux dans la start-up XLight, spécialisée dans la lithographie avancée pour semi-conducteurs, domaine dans lequel l'entreprise néerlandaise ASML détient un quasi-monopole mondial. Le secrétaire au Commerce, H. Lutnick, a déclaré que cette opération vise à « sécuriser nos chaînes d'approvisionnement et garantir que la prochaine génération de semi-conducteurs naîtra aux États-Unis ». Selon la [presse](#) américaine, les modalités envisagées de l'accord, qui n'est pas encore définitif, feraient de l'État fédéral l'actionnaire majoritaire de la société.

- A la suite de l'amende infligée par la Commission européenne à la plateforme X le 4 décembre, plusieurs responsables publics américains ont exprimé publiquement leur critique de la décision, la considérant comme une action dirigée contre les entreprises technologiques américaines et la liberté d'expression en ligne. Sur le réseau X, le secrétaire d'État Marco Rubio a [qualifié](#) l'amende d'« attaque contre toutes les plateformes américaines », le vice-président JD Vance a [estimé](#) que « l'UE devrait soutenir la liberté d'expression plutôt que d'attaquer les entreprises américaines », et le président de la *Federal Communications Commission*, Brendan Carr, a [décrit](#) la mesure comme une manière de « subventionner un continent freiné par sa propre réglementation ».
- Le 9 décembre, la *Linux Foundation* — organisation à but non lucratif initialement connue pour le développement du système d'exploitation Linux et pour son rôle de gouvernance de projets open-source majeurs — a [annoncé](#) la création de l'*Agentic AI Foundation* (AAIF). Cette initiative, soutenue notamment par [OpenAI](#), Anthropic, Google, Microsoft, Amazon Web Services et Cloudflare, a pour objet de développer des standards ouverts et interopérables pour les systèmes d'IA agentique, afin d'accompagner leur commercialisation accélérée. L'initiative est structurée autour de contributions de projets déjà adoptés par la communauté : AGENTS.md, un format émanant d'OpenAI ; le Model Context Protocol (MCP) d'Anthropic ; et Goose, proposé par l'entreprise Block. L'objectif annoncé de l'initiative est d'harmoniser la manière dont ces agents interagissent entre eux, avec les modèles d'IA et les outils externes, pour renforcer l'interopérabilité et la transparence de cet écosystème naissant.
- Le 10 décembre, Google a [annoncé](#) l'extension de ses collaborations commerciales avec plusieurs grands éditeurs de presse internationaux, dont notamment The Washington Post, The Guardian, Der Spiegel, El País et The Times of India. Ces nouveaux accords ont vocation à régir l'intégration de leurs contenus dans les produits d'IA de Google. L'entreprise indique que ces ententes octroient des droits d'affichage accrus et encadrent la fourniture de leurs articles via des interfaces de programmation applicative (API), permettant aux systèmes d'IA un accès automatisé et sécurisé. Cette initiative vient compléter les programmes existants, tels que Google News Showcase, qui rémunère déjà les éditeurs sous licence, et vise à expérimenter des modèles nouveaux pour l'utilisation et la monétisation des contenus journalistiques.

- Le 10 décembre, une coalition de 42 procureurs généraux d'États américains a [adressé](#) une lettre à 13 entreprises développant des agents conversationnels d'IA, dont OpenAI, Anthropic, Google, Meta, Microsoft et xAI, exprimant des inquiétudes concernant des réponses qualifiées de « sycophantiques » (tendance des modèles à rechercher l'approbation de l'utilisateur) et de « délusionnelles » (production de sorties erronées ou renforçant des croyances fausses), qu'ils estiment présenter des risques pour la santé publique, notamment chez les mineurs. Dans leur lettre, les procureurs généraux demandent aux entreprises de mettre en place des politiques renforcées, des tests de sécurité rigoureux, des avertissements visibles aux utilisateurs et des audits indépendants. Ils ont fixé au 16 janvier 2026 la date limite pour que les entreprises confirment leur engagement à répondre à ces demandes, soulignant que certaines interactions documentées pourraient violer des lois étatiques sur la protection des consommateurs ou la sécurité des enfants. Les procureurs généraux de Californie et du Texas ne figurent pas parmi les signataires.

## Santé

### 5. Le Royaume-Uni annonce de premières mesures de mise en œuvre de l'accord pharmaceutique avec les Etats-Unis

Le 10 décembre, le gouvernement britannique a [annoncé](#) la réduction des « paiements » demandés chaque année aux entreprises pharmaceutiques sur la base d'un certain pourcentage de leurs ventes de médicaments de marque réalisées auprès du système de santé public britannique (NHS). Ce système de paiements des entreprises à l'Etat britannique, connu sous le nom de Voluntary Scheme for Branded Medicines Pricing, Access and Growth (VPAG) sera modifié à partir de 2026 afin de réduire le pourcentage de paiements requis de 22,9% cette année à 14,5% l'année prochaine. Selon l'annonce, ce taux réduit rendra le Royaume-Uni plus attractif pour les essais cliniques, les investissements productifs dans le secteur de la santé, et les futurs lancements de nouveaux traitements.

Ce changement du taux VPAG correspond à la mise en œuvre d'un des engagements du Royaume-Uni dans le cadre de l'accord sur le secteur pharmaceutique [annoncé](#) le 1<sup>er</sup> décembre avec Etats-Unis. Aux termes de cet accord, Londres s'est non seulement engagé à réduire ce taux à 15% maximum, mais aussi à augmenter de 25% le prix net des nouveaux traitements commercialisés au Royaume-Uni.

En échange, les Etats-Unis exempteront le Royaume-Uni de droits de douane dits « de Section 232 » sur les produits pharmaceutiques et les dispositifs médicaux, envisagés mais non encore mis en œuvre à ce stade par l'administration américaine.

## 6. Le Département américain de la Santé publie sa stratégie IA

Le 4 décembre, le Département américain de la santé et des services sociaux (HHS) a [publié](#) sa première stratégie relative à l'intelligence artificielle (IA), présentée comme la nouvelle phase de son initiative visant à intégrer cette technologie dans ses opérations internes et à la mettre au service de la recherche et de la santé publique. Le Deputy Secretary de HHS Jim O'Neill a affirmé que l'IA « a[vait] le potentiel de révolutionner la santé et les services sociaux », et que cette stratégie devait permettre des « victoires historiques pour le public – des victoires menant à des vies plus longues et en meilleure santé ».

Portée par l'Acting Chief Artificial Intelligence Officer de HHS, Clark Minor, la stratégie met en œuvre l'AI Action Plan de l'administration Trump, et s'articule autour de cinq piliers : (i) assurer une gouvernance et une gestion des risques pour préserver la confiance du public ; (ii) concevoir des infrastructures et plateformes adaptées aux besoins des utilisateurs ; (iii) promouvoir le développement des compétences et la réduction des charges pour gagner en efficacité ; (iv) renforcer la recherche et la reproductibilité via une « règle d'or scientifique » ; et (v) moderniser la délivrance des soins et de la santé publique pour de meilleurs résultats.

Pour la première fois, l'approche « OneHHS » invite l'ensemble des grandes agences du Département (Centers for Disease Control (CDC), Centers for Medicare and Medicaid Services, (CMS), Food and Drug Administration (FDA), etc.) à collaborer à une infrastructure IA commune, afin de rationaliser les opérations et de renforcer la cybersécurité.

## Brèves

- Le 12 décembre, le géant pharmaceutique américain Pfizer a [annoncé](#) la conclusion d'un accord de coopération et de licence exclusif avec l'entreprise de biotechnologies chinoise YaoPharma, pour les droits d'un traitement oral anti-obésité développé par celle-ci. L'accord prévoit un premier paiement de 150 M\$ de Pfizer à YaoPharma pour les droits de ce traitement, et jusqu'à 1,94 Md\$ de paiements d'étapes ultérieurs, pour un total pouvant donc atteindre environ 2,4 Md\$. Selon les analystes du secteur, ce partenariat [s'inscrit](#) dans la stratégie de rattrapage de Pfizer sur le marché très

concurrentiel de l'obésité, après l'abandon de ses propres candidats oraux et l'acquisition de Metsera [voir [Brèves sectorielles du 14 novembre 2025](#)], en misant cette fois sur une innovation chinoise afin de diversifier son portefeuille face aux leaders Eli Lilly et Novo Nordisk.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington  
[washington@dgtresor.gouv.fr](mailto:washington@dgtresor.gouv.fr)

Rédaction : SER des États-Unis  
Abonnez-vous [ici](#)